

Des voix: Bravo!

● (2100)

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, les réalisations du gouvernement que j'ai exposées ce soir sont des réalisations concrètes. Ce sont des réalisations concrètes d'un gouvernement minoritaire qui a su faire fonctionner ce Parlement minoritaire. On ne peut accepter sans broncher que le chef d'un parti qui veut mettre un terme à ce Parlement dise que la première session a été productive mais que la présente ne l'a pas été. J'ai déjà cité les mesures d'importance capitale pour les cultivateurs, les pêcheurs, les petits hommes d'affaires et les consommateurs, des mesures importantes visant à accroître l'activité et le contrôle des Canadiens dans des secteurs clés de notre société, des mesures d'importance capitale qui mourraient au *Feuilleton* et des mesures qui devraient attendre en cas d'élections qu'un nouveau gouvernement libéral revienne les présenter.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Sans relâche depuis le début de la présente législature le gouvernement s'est attaqué à l'inflation sur plusieurs fronts. Le ministre des Finances a encore fait ressortir hier cette volonté. Dans les mesures législatives, dans les décisions administratives et dans deux budgets le gouvernement a exposé son attaque contre l'inflation. Il a constamment cherché à augmenter l'approvisionnement, à faire produire davantage les cultivateurs, les pêcheurs et les usines. Nous avons cherché à supprimer les profits excessifs. D'une part, nous avons sans cesse cherché à empêcher l'exploitation. A l'avantage de tous les Canadiens, nous avons cherché à faire baisser les prix, d'autre part, par des subventions et d'autres mesures. Nous avons réduit les impôts et, en dernier lieu, pour aider les Canadiens que frappe le plus l'inflation, nous avons présenté une gamme de mesures augmentant et indexant leurs pensions et autres sources de revenus.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, c'était des mesures anti-inflationnistes. Des mesures de mieux en mieux comprises par les agriculteurs, les pêcheurs, les consommateurs et les producteurs. Très récemment, même les exploitants de petites entreprises partout dans le pays qui avaient été à un certain moment en faveur d'un contrôle des prix et des salaires ont changé d'avis et ont fait part de leur opposition. Ils n'aiment pas les contrôles des salaires et des prix parce qu'ils ont constaté les pénuries qui en résultent et parce qu'ils savent qu'ils devraient payer le prix fort résultant de ces pénuries. Ils ont observé ce qui s'est passé en Grande-Bretagne et aux États-Unis et ils ont dit au chef de l'opposition «Non merci, pas pour nous».

Il est vrai que notre attaque contre l'inflation n'est pas simple, c'est une affaire complexe. C'est une solution complexe à un problème complexe. Il est certain que nous refusons l'attitude simple et peut-être même simpliste préconisée par l'opposition à ce sujet. Ces contrôles conservateurs s'appliqueraient aux salaires du travailleur. Les prix sont déjà montés très haut et les contrôles ne les feront pas redescendre. Si l'on bloque des prix élevés, ils restent néanmoins élevés, mais si l'on bloque les salaires, ils restent faibles.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Je suis sûr que beaucoup d'entre nous de mon côté de la Chambre voudront expliquer cela en détail

Le budget—Le très hon. P. E. Trudeau

au pays si nous nous lançons dans une campagne électorale. Nous avons déjà expliqué et expliquerons encore que ces solutions simplistes sont en réalité des solutions conservatrices, des solutions qu'un parti libéral ne voudrait pas imposer au travailleur et au pêcheur. Le slogan que je proposerais peut-être au parti conservateur serait: les prix, ça va, mais bloquons les salaires.

Monsieur l'Orateur, j'essayais de montrer que la législature actuelle a fait relativement du bon travail, ce que certains des partis de l'opposition ont reconnu jusqu'à maintenant. Je voudrais conclure en demandant à tous les députés de la Chambre, y compris moi-même, d'essayer de mettre de côté pour quelque temps tout parti pris politique. Je voudrais demander aux députés, comme nous le demanderons aux citoyens du pays si nous sommes forcés de leur demander de renouveler notre mandat, de réfléchir au monde tourmenté dans lequel vivent les Canadiens. Je pense que quiconque considère la situation prévalant en d'autres parties du monde ne manquera pas de constater l'instabilité économique et politique qui règne dans de nombreux pays. J'inviterais les Canadiens à considérer que tout ne va peut-être pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, mais que le Canada se porte, disons, relativement bien en ce monde troublé.

Des voix: Bravo!

Une voix: Le pays est relativement solide.

M. Trudeau: Oui, monsieur l'Orateur, je suppose que cela ferait un meilleur slogan. On pourrait envisager la situation économique du Canada telle qu'on la voit à l'étranger, mais je n'ennuierai pas la Chambre en citant encore une fois les opinions de l'OCDE, du FMI, du *Wall Street Journal* ou du *Financial Times* au sujet de l'économie du Canada. Je ne citerai même pas l'Annuaire du Canada qui passe pratiquement pour une bible aux yeux du député de Peace River. Cependant, monsieur l'Orateur, je pense que si l'on examine les divers rapports de façon impartiale, on devra admettre que dans un monde économiquement troublé, le Canada se porte relativement bien.

● (2110)

Dans un monde perturbé sur le plan politique, surtout si l'on se rappelle les comparaisons établies après octobre 1972 au sujet de la stabilité du Canada et de son gouvernement minoritaire, de la forte majorité du président des États-Unis, des élections, couronnées de succès, du président de la France et du chancelier de l'Allemagne, il est intéressant de voir la situation du Canada sur le plan politique 18 mois plus tard, de se rendre compte que les Canadiens s'en tirent assez bien et que nous avons bénéficié d'une stabilité politique appréciable depuis 18 mois.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Comme je le disais au début de mon discours, j'aimerais surtout montrer les conséquences d'une dissolution du Parlement à l'heure actuelle et tâcher de faire bien voir à l'opposition et au pays ce qui arriverait si l'on suspendait les affaires du pays pour se lancer dans ces élections onéreuses, dont nous a parlé le chef des Créditistes, si l'on interrompait l'élan économique qui fait du Canada un pays mieux partagé que d'autres sur le plan économique, si l'on interrompait tout cela et pour quelle raison? A cause des intrigues de l'opposition.